

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°766 / Septembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES¹

2^E TRIMESTRE 2023

Une évolution de l'activité en dents de scie

L'ICA se replie au deuxième trimestre

L'indicateur du climat des affaires (ICA) décroît de 5,6 points au deuxième trimestre 2023, s'établissant à 97,2 points. La confiance des entreprises interrogées par l'IEDOM est en baisse, pénalisée par une baisse de l'activité et des perspectives négatives. La persistance de la forte inflation, des problèmes logistiques ainsi que la remontée des taux d'intérêt sont également de nature à peser sur le moral des chefs d'entreprise locaux.

Depuis la reprise économique de 2021, une certaine incertitude s'est d'ailleurs installée chez ces derniers, se traduisant par un ICA qui oscille autour de sa moyenne de longue période.

En outre, le repli de l'activité du spatial constitue une préoccupation supplémentaire pour les acteurs économiques. Un seul lancement a été comptabilisé au deuxième trimestre et la dernière mission d'Ariane 5 s'est achevée en juillet.

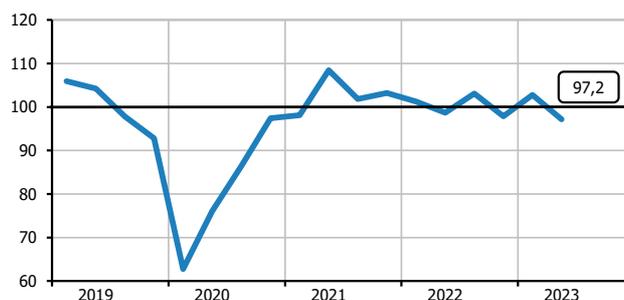
Pour rappel, les reports du lancement d'Ariane 6 (désormais prévu pour 2024), la fin du partenariat russo-européen depuis l'invasion russe de l'Ukraine, ainsi que l'échec du vol inaugural de Vega C sont autant d'éléments qui pèsent sur l'activité spatiale locale. Une part significative de l'économie est pénalisée : le spatial concentre 12,6 % de la valeur ajoutée et un tiers de l'investissement du territoire². Perte de clientèle, de compétences et climat social tendu affectent à des degrés divers plusieurs secteurs liés au spatial : l'industrie, les services, le commerce et le tourisme.

Plus globalement, le fléchissement de l'activité s'accompagne d'une hausse des défaillances d'entreprises : +62,8 % en cumul sur un an. Leur niveau reste néanmoins inférieur à celui de 2019.

Les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM sont également plus nombreux (17,9 % d'entre eux) au deuxième trimestre à craindre une défaillance de leur entreprise dans les 12 mois à venir, soit 2,9 points de pourcentage de plus qu'au trimestre précédent.

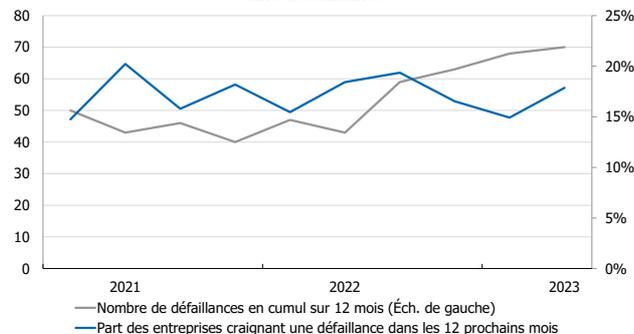
Malgré une conjoncture économique moins porteuse, les créations d'entreprises ne faiblissent pas (+11,6 % sur trois mois). Plus de la moitié d'entre elles sont des microentreprises, traduisant un engouement notable pour l'entrepreneuriat sur le territoire.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Nombre de défaillances et part d'entreprises craignant une défaillance



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM et Banque de France

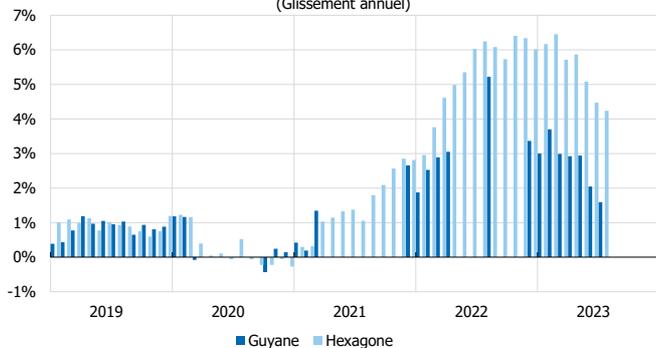
¹ Les données sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

² Source : Insee.

Les prix repartent à la hausse au deuxième trimestre

Après un trimestre d'accalmie, l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des produits (hors tabac) subit une hausse de 1,3 % au deuxième trimestre. Cette évolution générale masque néanmoins des tendances hétérogènes. Dans le détail, les prix de l'énergie sont en recul de 2,2 % en fin de trimestre et ceux de l'alimentation augmentent de 2,8 %. Les services enregistrent également une hausse notable de leurs prix (+1,8 %) après une baisse au premier trimestre de l'année, alors que les prix des produits manufacturés progressent peu (+0,6 %).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)
(Glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles, IPC hors tabac. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021.

En glissement annuel, ce sont les prix de l'alimentation qui subissent la plus forte hausse (+10,6 %). À l'inverse, les prix de l'énergie se contractent de 3,5 %. Les services et les produits manufacturés enregistrent des évolutions annuelles plus modérées, avec des hausses respectives de 0,7 % et 1,5 %.

En dépit de cette remontée trimestrielle, l'inflation globale continue de décélérer en glissement annuel : l'IPC enregistre une augmentation de 2,0 % contre +3,0 % au trimestre précédent (hors tabac). De même, le solde d'opinion relatif aux évolutions des prix de vente diminue sur le deuxième trimestre.

En outre, l'inflation se maintient à un niveau inférieur à celui de la France hexagonale : +4,5 % en glissement annuel à la fin du deuxième trimestre.

Une insertion préoccupante des jeunes sur le marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est stable au deuxième trimestre 2023, et en légère hausse en glissement annuel (+0,8 %). Il s'établit à 20 280 personnes. Plus largement, le nombre de DEFM A, B et C diminue de 0,8 % sur 3 mois. Parmi eux, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans (17 % des DEFM A, B, et C) augmente de 1,9 %. Leur progression est également significative sur un an (+5,5 %). Depuis les mouvements sociaux de mars-avril 2017, leur nombre a augmenté de 20,6 %, contre une baisse de 2,2 % pour le total des inscrits (données brutes).

Le plus souvent non éligibles à l'indemnisation, les moins de 25 ans sont sous-représentés chez les demandeurs d'emploi recensés par Pôle emploi. Ils alimentent ainsi les rangs des personnes inactives et souhaitant travailler se trouvant dans le halo autour du chômage. En 2022, 22,0 % des 15-64 ans sont dans ce halo.

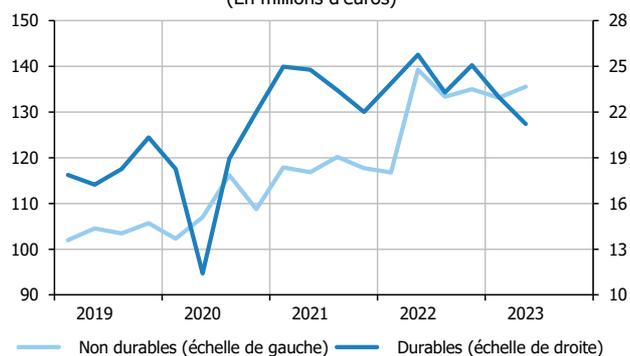
En parallèle, le nombre d'offres d'emploi durable publiées par Pôle emploi (contrats d'une durée supérieure à 6 mois), bondit de 5,0 % sur un an, s'établissant à 2 090 offres sur le territoire.

Une consommation toujours pénalisée par l'inflation

Au deuxième trimestre 2023, le volume des importations de biens de consommation a diminué de 3 %. Leur montant progresse, quant à lui, légèrement : +0,4 %. Le décalage des évolutions entre valeur et volume illustre une nouvelle fois le contexte inflationniste actuel.

Dans le détail, s'agissant des importations en valeur, celles de biens de consommation durables baissent de 7,7 %, alors que les importations de biens de consommation non durables progressent : +1,8 %, en valeur. L'inflation pèse sur le pouvoir d'achat des ménages, ce qui les conduit à privilégier les achats de première nécessité et à reporter leurs achats durables (appareils électroménagers, meubles, etc.). En glissement annuel, les importations de ces deux types de biens se contractent : -17,6 % pour les biens durables et -2,7 % pour les non durables.

Importations de biens de consommation
(En millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM

Le marché de l'automobile montre des signes de résistance ce trimestre, avec un rebond de 8,0 % des immatriculations de véhicules de tourisme. Cependant, celles-ci restent en retrait de 4,6 % sur l'année. Certains concessionnaires automobiles alertent sur des conditions de financement plus difficiles, pesant sur l'activité. Les encours de crédit à la consommation nuancent néanmoins ce constat, progressant de 3,6 % au deuxième trimestre, et de 7,6 % en glissement annuel.

Par ailleurs, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont bien orientés sur le deuxième trimestre. Le nombre de dossiers de surendettement déposés à l'IEDOM diminue de 19,3 % par rapport au trimestre précédent et de 2,1 % en glissement annuel, tandis que le nombre de personnes physiques interdites bancaires se contracte de 1,9 % sur trois mois et de 10,4 % sur un an.

Les investissements s'essouffent au deuxième trimestre

Le climat économique morose freine le dynamisme des importations de biens d'investissement ce trimestre. Celles-ci se contractent de 19,0 % en valeur et de 12,4 % en volume, contre des hausses respectives de 21,8 % et 21,4 % au trimestre précédent. Elles poursuivent toutefois leur progression sur un an en valeur (+1,0 %), mais sont en recul en volume (-8,9 %). Le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires diminue de 2,8 % sur le trimestre et de 12,0 % sur un an.

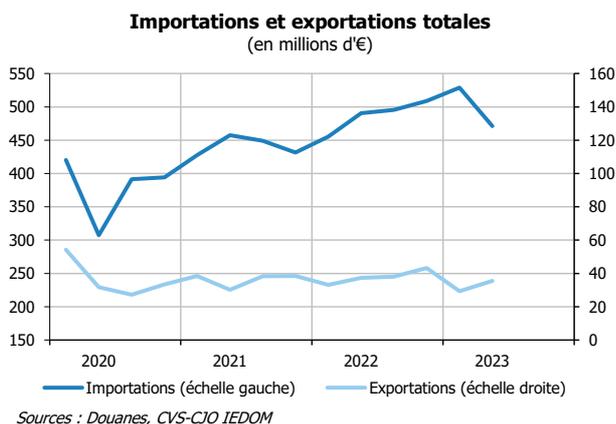
Les encours bancaires de crédits d'investissement aux entreprises progressent de 1,2 % sur trois mois, marquant un ralentissement pour le troisième trimestre consécutif. En revanche, ils restent en forte progression en glissement annuel (+10,2 %). Autre point encourageant sur le trimestre, le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement sur douze mois redevient positif pour la première fois depuis 2019.

Des importations en retrait, contrastant avec le rebond des exportations

Les importations totales s'inscrivent en recul au deuxième trimestre (-10,9 %, en valeur). Toutes les catégories d'importations sont concernées, à l'exception des importations de biens de consommation non durables (moins sensibles à la conjoncture du fait des besoins liés à la croissance de la population). Les importations de l'énergie sont celles marquant la plus forte évolution (-30,2 %), suivies des biens d'investissement (-19,0 %). En volume, la baisse globale des importations s'établit à -16,2 %.

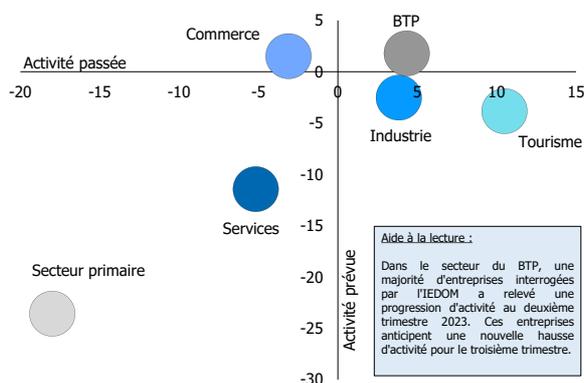
À l'inverse, les exportations bondissent de 21,1 % en valeur et 9,0 % en volume ce trimestre. Elles sont toutefois en recul sur un an : respectivement -4,9 % et -4,3 %.

Sur le trimestre, ce sont les exportations d'or (+11,7 % en valeur) qui sont le moteur de la progression globale. Pour mémoire, ces dernières représentent près de 40 % des exportations de biens en Guyane et sont portées par un cours de l'or élevé. En parallèle, les exportations de produits du bois sont en hausse de 8,6 % en montant et de 4,5 % en volume. Les exportations de poissons progressent quant à elles de 6,9 % en volume. À contre-courant de la tendance d'ensemble, les exportations de biens d'équipement sont en baisse : -16,4 % en valeur et -19,0 % en volume.



Des trajectoires sectorielles dissonantes

Soldes d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au deuxième trimestre 2023



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Les soldes d'opinion de l'activité passée et prévue au deuxième trimestre 2023 témoignent de trajectoires sectorielles hétérogènes. Selon les ressentis des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM, la plupart des secteurs devraient voir leur situation se détériorer au troisième trimestre, à l'exception du commerce et du BTP. Ce dernier reste ainsi sur une bonne dynamique, dans la mesure où son activité a progressé au deuxième trimestre, contrairement au commerce. En parallèle, le tourisme et l'industrie ont connu une croissance de leur activité ces trois derniers mois, mais celle-ci devrait se contracter dans les trois prochains mois. Enfin, l'activité est en berne pour le secteur primaire et les services marchands, leurs soldes d'opinion étant négatifs pour les deux périodes analysées.

Focus du trimestre : le BTP soutenu par les besoins du territoire malgré des aléas conjoncturels

Le début d'année 2023 est particulièrement favorable pour le BTP, qui profite d'une saison des pluies clémente. Le secteur peut également compter sur des projets d'envergure, parmi lesquels figurent la cité judiciaire de l'Ouest, le pont du Larivot ou encore le TCSP (transport collectif en site propre). La reprise de projets liés à l'énergie, retardés en raison de litiges, bénéficie également au secteur (Ex. : centrale du Larivot et centrale électrique de l'Ouest guyanais). Indicateur de ce dynamisme, les importations d'éléments en métal pour la construction se maintiennent à un haut niveau par rapport à l'année précédente (+37,5 % en glissement annuel).

Cependant, plusieurs signaux négatifs viennent ternir les perspectives du secteur. En premier lieu, celui-ci continue d'être touché par une hausse des prix de ses intrants. Les complications logistiques sont par ailleurs toujours importantes. À cela s'ajoutent des difficultés de recrutement structurelles, entravant la capacité du secteur à absorber la demande grandissante.

Deux points de vigilance supplémentaire concernent le secteur. En premier lieu, le rythme de construction des logements et des locaux commerciaux diminue. Les logements commencés sont en baisse de 11,6 % sur le trimestre et de 26,1 % en cumul sur l'année. De même, les surfaces de locaux commerciaux commencés décroissent de 44,0 % sur trois mois et de 69,0 % sur douze mois (cumulés). Quant au nombre de projets publiés à fin juin, il s'établit à 181 selon la CERC (Cellule économique régionale de la construction), s'inscrivant en recul de 11,7 % par rapport à 2022.

D'autre part, l'encours des crédits à l'habitat des ménages se contracte de 3,1 % au deuxième trimestre, mettant un terme à une tendance à la hausse depuis plusieurs années (hors périodes Covid). Les augmentations successives du taux de crédit à l'habitat des particuliers (+176 points de base ce trimestre) sont à l'origine de cette contraction.

Autre conséquence du durcissement de la politique monétaire, la hausse du taux du Livret A pourrait également affecter le BTP. En effet, elle pourrait peser sur les investissements des bailleurs sociaux, qui représentent une part importante de l'activité du secteur. Pour autant, les encours de crédits immobiliers des entreprises, ayant connu un fort ralentissement au trimestre dernier, repartent à la hausse ce trimestre (+3,5 %).

La conjoncture internationale et régionale

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE DEMEURE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2023. Ces prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point par rapport à celles publiées en avril 2023, ce qui s'explique notamment par la réduction des préoccupations concernant la santé du secteur bancaire. Pour 2024, le FMI anticipe à nouveau une hausse du PIB mondial de 3,0 %, ce qui reste nettement en dessous de la moyenne annuelle sur la période 2000-2019 (+3,8 %). Ce rythme moindre s'explique essentiellement par les économies développées qui enregistrent un ralentissement de leur production manufacturière peinant à être contrebalancé par le regain d'activité dans le secteur des services.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. L'activité demeure soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation privée bien que cette dernière enregistre un ralentissement par rapport au premier trimestre (+0,4 % après +1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, le FMI table sur une progression du PIB de 1,8 % aux États-Unis, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux estimations d'avril.

Après deux trimestres consécutifs de croissance nulle, la zone euro a retrouvé un élan positif avec une activité en hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est principalement tirée par l'Irlande qui a vu sa croissance (+3,3 %) dopée par les bons résultats des multinationales qui y ont leur siège européen. Le taux de chômage est stable, à 6,4 %, tandis que l'inflation recule nettement au deuxième trimestre pour s'établir à 5,5 % en juin, contre 6,9 % trois mois plus tôt. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,1 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur est le premier contributeur à la croissance, avec une hausse des exportations (+2,6 %) nettement supérieure que celle des importations (+0,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages recule (-0,4 %) alors que l'investissement total est stable (+0,1 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Au Japon, l'activité économique a nettement augmenté (+1,5 % au deuxième trimestre après +0,9 %). Celle-ci a été portée par le commerce extérieur avec une progression des exportations de 3,2 % tandis que les importations se sont contractées de 4,3 %. La consommation des ménages a toutefois reculé (-0,5 %) alors que l'inflation demeure supérieure à 3 %. Sur l'année 2023, le FMI anticipe une hausse du PIB de 1,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,1 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+2,6 %), au Brésil (+2,1 %) et en Russie (+1,5 %).

UNE RÉSISTANCE À L'INFLATION HÉTÉROGÈNE EN AMÉRIQUE LATINE ET DANS LES CARAÏBES

L'économie des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) résiste globalement bien aux incertitudes pesant sur la conjoncture mondiale. Le FMI a ainsi revu ses prévisions de croissance à la hausse les concernant : +0,3 point, soit une croissance de +2,2 % en 2023, contre +3,9 % en 2022. En 2024, la croissance de la région devrait atteindre +2,2 %.

Le Brésil, première puissance de la zone, présente une croissance plus forte qu'espérée. Cela est notamment dû aux bons résultats de la production agricole au cours du premier trimestre, engendrant des retombées positives sur l'activité des services. Le Mexique affiche également un climat économique plus favorable, en raison d'une reprise de l'activité des services. Celle-ci est d'ailleurs tardive par rapport à la reprise post-Covid des autres secteurs.

L'inflation, évaluée à 14 % en 2022 par le FMI, devrait se maintenir à des niveaux élevés cette année pour les pays ALC, amorçant une lente décline ensuite : 13,3 % en 2023 et 9,0 % en 2024 selon les dernières prévisions.

La situation des voisins de la Guyane est néanmoins hétérogène. Pour le Brésil, les prévisions d'inflation s'établissent à 5,0 % en 2023 (soit 4,3 points de moins qu'en 2022). À l'inverse, le Guyana ne verrait la hausse des prix ralentir qu'en 2024 : les estimations s'établissent à 6,6 % en 2023 (soit 0,1 point de plus qu'en 2022) et à 5,5 % en 2024. Le Suriname, quant à lui, subit une inflation beaucoup plus importante : le FMI prévoit 42,7 % en 2023 contre 52,5 % en 2022.

Malgré des perspectives plus favorables qu'attendu pour les pays ALC, des préoccupations récentes ont fait leur apparition : baisse des prix des matières premières, hausse des taux d'intérêt dans les pays développés et reprise incertaine de la Chine. Celles-ci pourraient venir contrarier la résistance globale de la région.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon, Banque mondiale.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : O. SIMON — Responsable de la rédaction : D. LAURET
Rédaction : J. CAPITAINE — Participation aux travaux : S. AUBERT - S. CALVO - L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM